

*Initiatives ministérielles*

rencontrer les dirigeants aussitôt que possible pour tâcher d'obtenir leur opinion sur la façon dont nous pourrions redresser la situation. Ça me paraît très important. Le chef de notre parti a reconnu lui aussi qu'il fallait faire quelque chose et a approuvé notre projet de les rencontrer.

Je ne voudrais pas commencer à faire des recommandations sur ce point avant de rencontrer les représentants de ce secteur industriel, mais nous sommes convenus de nous rencontrer le plus tôt possible. Nous ferons à la Chambre des suggestions au gouvernement pour sauver l'industrie très importante du vêtement.

Il y a des produits de première nécessité dont chacun a besoin pour vivre. Nous avons besoin de nourriture, nous avons besoin de logement, nous avons besoin d'éducation et nous avons besoin de vêtements. Nous en avons tous besoin. Nous avons besoin de chaussures et de vêtements: pourquoi ces vêtements ne seraient-ils pas fabriqués chez nous? Pourquoi devrions-nous aller chercher à l'étranger la plupart de nos vêtements? C'est ridicule. C'est une industrie primordiale, que nous devrions aider à prendre de l'expansion, à se moderniser et à soutenir la concurrence internationale.

[Français]

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, je voudrais faire un commentaire suite à l'excellent exposé de notre collègue, le député de Notre-Dame-de-Grâce qui a démontré à quel point l'actuel gouvernement conservateur a complètement abandonné les travailleurs montréalais à leur propre sort, à quel point le gouvernement conservateur a négligé de donner suite à des recommandations qui avaient été faites par une commission présidée par M. Laurent Picard qui avait fait une série de suggestions précises afin de relancer l'économie de Montréal. On se retrouve donc, quelques années plus tard, malheureusement, avec ce rapport sur les tablettes, un rapport qui aurait pu aider à la relance de Montréal, mais qui n'a pas été pris au sérieux, qui n'a même pas été traité adéquatement et efficacement par le gouvernement canadien.

Nous vivons à Montréal une situation très alarmante. En effet, une étude récente faite par l'Office de planification et de développement du Québec nous révèle qu'il y a, sur l'île de Montréal présentement, quelque 188 000

personnes sans gagne-pain. C'est une situation absolument intenable, parce que l'on sait à quel point Montréal est le moteur économique de toute la province de Québec. Si l'économie montréalaise s'écroule, c'est toute l'économie de la province de Québec qui peut être affectée.

Or, je félicite notre collègue pour ses propos et je voudrais lui demander comment il se fait, d'après lui, que certaines des recommandations les plus importantes du rapport Picard n'aient pas encore été mises en application?

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, le député a raison. En 1986, le gouvernement conservateur a désigné M. Picard pour présider une commission sur la situation économique à Montréal. La commission a étudié le problème pendant plusieurs mois et ils ont publié un rapport contenant 86 recommandations et ont suggéré la position de créer à Montréal des industries de haute technologie et de commerce international.

Mais, monsieur le Président, après quatre ans maintenant, la grande majorité de ces 86 recommandations ont été ignorées, totalement ignorées par le gouvernement qui a lui-même créé cette commission présidée par M. Picard.

Mais il y a d'autres commissions aussi qui ont fait des recommandations. Il y a eu la commission avec Paul Lacoste, l'ancien recteur de l'Université de Montréal, pour Centraide à Montréal en 1990, qui a fait des recommandations semblables, qui a reconnu que le taux de chômage à Montréal était un désastre. Ces recommandations ont aussi été ignorées par le gouvernement fédéral, dans le domaine fédéral, sous la juridiction fédérale.

• (1320)

[Traduction]

Je pourrais continuer. Il y a eu d'autres rapports également. Il y a eu le rapport présenté en 1989 par l'économiste fédéral Jules Léger qui parlait du nombre croissant des chômeurs et de la pauvreté à Montréal. Il a fait certaines recommandations. On n'a rien fait non plus à cet égard.

Ce n'est pas une tragédie seulement pour Montréal, mais pour tout le Québec et tout le Canada.